

CONFÉRENCE "DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SERVICES SOCIAUX ET PAUVRETÉ À MADAGASCAR"
11 juin 2003, Antananarivo

BIEN-ÊTRE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: PERCEPTIONS APRÈS-CRISE DES FOCUS GROUPS COMMUNAUX EN MILIEU RURAL¹

Introduction

En novembre 2002, cinq mois après la fin de la crise politique qui a sévi de janvier à juillet 2002 à Madagascar, et poursuivant sur l'enquête bouclée en avril 2002, le Programme Ilo a de nouveau effectué une enquête auprès des Communes. Les données ont été collectées auprès de focus groups dans 148 Communes réparties dans 36 Fivondronana. Les Fivondronana ont été divisés en six strates suivant leur distance par rapport aux capitales de province respectives. Les critères de distance utilisés ont été: proche, à moyenne distance, éloigné de la capitale et avec accessibilité par une route goudronnée ou non.

La méthode des focus groups fournit une indication des perceptions d'un groupe représentatif de la population locale mais ne permet pas de récolter des informations précises. Cependant, elle a l'avantage d'être rapide et de rassembler les opinions de différentes catégories de la population. Une enquête plus détaillée au niveau des ménages a été mise en oeuvre par l'INSTAT. Celle-ci permettra de fournir une évaluation plus quantitative de l'après crise.

Le document débute par un aperçu de la perception des effets de la crise et une analyse des stratégies adoptées par les ménages et aborde ensuite les principaux points sur la dynamique des revenus, de la mortalité infantile, et de la sécurité alimentaire.

1. Perception des effets de la crise et stratégies des ménages

a. Deux tiers des Communes pensent que la crise politique de 2002 a été le pire des événements qu'elles ont subi au cours des 10 dernières années. Alors que la plupart des ménages ont été obligés de réduire la consommation de nourriture et de PPN, d'autres mécanismes ont aussi été utilisés.

On a demandé aux focus groups de comparer l'impact de la crise politique avec les autres événements qui se sont produits dans leurs Communes dans les dix dernières années. La gravité de l'impact des événements de 2002 est illustrée par

le fait qu'environ deux tiers des Communes (64%) pensent que c'était ce qui leur était arrivé de pire au cours de cette période.

La crise a créé un grand bouleversement dans la vie sociale et économique du pays, à tel point que les ménages ont souvent été obligés de déployer un bataillon de stratégies afin de survivre. Le Tableau 1 indique que dans la plupart des Communes, une bonne partie des ménages a été obligée de diminuer leur consommation de nourriture et/ou de PPN afin de pouvoir faire face aux problèmes rencontrés. Cependant, les ménages ont aussi dû faire l'usage d'autres stratégies.

Une question sur l'importance des différentes stratégies utilisées par les ménages a été posée aux focus groups. La stratégie la plus connue est la vente des biens. Or, le tableau 1 montre qu'il y a eu autant de Communes qui ont vendu plus de zébus que de Communes qui en ont vendu moins. Presque 30% des Communes affirment avoir vendu plus de zébus. Ceci pourrait être lié à une volonté d'obtenir plus de liquidités. Cependant, il est aussi possible que certaines zones aient bénéficié de prix plus élevés du fait de la mauvaise qualité des routes qui a constitué une incitation à augmenter l'offre de zébus pour les zones proches des grandes villes. Il semble qu'il n'y a pas tellement eu d'augmentation de la vente de terres.

La mise en location des terres a constitué une stratégie importante. Cette pratique a permis aux ménages d'obtenir des paiements en avance, afin de combler leur manque de liquidités. Les difficultés financières rampantes sont illustrées par le plus grand nombre de ménages qui se sont endettés cette année. En effet, 37% des Communes estiment qu'il y a eu plus de personnes endettées cette année par rapport à l'année dernière.

Par contre, l'utilisation des mécanismes d'entraide semble avoir connu une évolution ambiguë. Dans certaines Communes, l'utilisation de cette stratégie a augmenté alors que dans d'autres, elle a diminué. Il apparaît donc que le choc et l'augmentation de la pauvreté engendrés par la crise politique ont eu des

effets différenciés sur le capital social, peut être du fait de la structure hétérogène des villages. De plus, 32% des Communes citent l'augmentation de leur dépendance sur des sources de revenus non-agricoles comme un des principaux moyens qu'elles ont utilisé pour mieux affronter la crise.

Les réponses aux questions d'ordre qualitatif ont montré les stratégies utilisées par les populations des Communes rurales pour affronter les effets de l'après crise. Par ailleurs, le gouvernement a aussi mis en place des politiques allant dans ce sens. Nous allons maintenant présenter un aperçu de la situation des revenus après-crise avant de passer à une discussion de l'évaluation par les focus groups de l'impact des mesures gouvernementales sur ces derniers ainsi que sur la mortalité infantile et la sécurité alimentaire.

Tableau 1. Impact de la crise et stratégie des ménages selon la perception des focus groups

Proportion de la population qui ...	Beaucoup augmenté	Augmenté même	Le même	Diminué	Très diminué
... a vendu des zébus	5	25	43	23	4
... a vendu des terres	0	10	74	8	7
... a mis des terres en location	3	22	64	6	6
... s'est endettée	7	29	51	6	7
... a utilisé l'entraide	5	9	72	9	3
... a recherché un revenu non agricole	4	29	56	6	4
Consommation alimentaire	1	8	46	40	5
Consommation de PPN	0	11	34	48	7

2. Perception de l'évolution des revenus

a. En comparant avec la même période en 2001¹, 58% des focus groups mentionnent une détérioration du revenu moyen. Cet appauvrissement est plus marqué pour les couches moyennes des provinces de Fianarantsoa et de Toliara.

Par rapport à novembre 2001, dans la majorité des Communes, le revenu moyen est perçu comme étant moins élevé (graphique 1). Pour 51% des Communes au niveau national, la détérioration de leur situation par rapport à l'année dernière est la conséquence de la baisse des revenus agricoles (tableau 2). C'est dans les provinces de Toliara et Fianarantsoa que l'on trouve la plus grande proportion de Communes souffrant d'un changement marqué au niveau du revenu moyen par rapport à l'année dernière, puisque pour respectivement 83% et 67% d'entre elles, celui-ci n'a pas retrouvé son niveau de novembre 2001.

¹ Une première comparaison entre mai-juin 2002 et novembre 2002 a permis de constater un impact de la saisonnalité des périodes agricoles sur les résultats obtenus rendant toute interprétation liée à la crise délicate. Aussi, la discussion qui suit est-elle focalisée sur une comparaison entre novembre 2001 et novembre 2002.

Dans 94% des Communes de Fianarantsoa qui ont subi une baisse des revenus, la raison la plus citée est la diminution des revenus agricoles. 83% des focus groups d'Antsiranana pensent de même. La même raison est citée dans au moins un tiers des Communes des autres provinces. Cette perception peut s'expliquer à travers trois phénomènes. Tout d'abord, la quantité de riz commercialisée a diminué par rapport à l'année d'avant. Ensuite, les prix des produits de base tels que le riz ont aussi connu une baisse dans certaines régions. Et enfin, les prix des produits de rente sont en baisse par rapport à 2001. Par exemple, le prix du girofle a chuté de façon spectaculaire. En effet, celui-ci se vendait à 45 000 Fmg le kg en 2001 alors qu'il était à 5000 Fmg le kg en 2002. Quant à la province d'Antsiranana, les prix de la vanille en 2002 étaient à environ 25% de moins qu'en 2001. De plus, il semblerait que la récolte de cette année ait été moins bonne qu'auparavant. Par ailleurs, c'est dans la province d'Antsiranana que les affrontements les plus sanglants ont eu lieu. Il se pourrait qu'une telle situation ait pu laisser des séquelles dans la perception de la sécurité dans la région, limitant ainsi les déplacements de collecteurs potentiels. La combinaison de ces faits a pu influencer les prix des cultures de rente à la baisse. Il est cependant important de noter que la cause majeure de la détérioration des revenus tirés des cultures de rente a été la diminution des prix sur le marché international.

Tableau 2. Causes des changements négatifs du revenu moyen entre novembre 2001 et novembre 2002 (%)

Causes	Natio-nal	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsi-ranana
Cataclysme naturel	4,7	0,0	0,0	33,3	0,0	0,0	0,0
Dégradation de la sécurité	1,2	0,0	0,0		8,3	0,0	0,0
Arrêt des aides ou des projets	1,2	0,0	0,0	8,3	0,0	0,0	0,0
Suppression d'emplois	5,8	21,4	0,0		16,7	0,0	0,0
Fermeture d'un axe routier	3,5	0,0	0,0	8,3	16,7	0,0	0,0
Diminution des revenus agricoles à cause d'un changement de prix	51,2	14,3	93,8	33,3	33,3	45,0	83,3
Diminution du revenu non agricole en dehors du salariat	5,8	14,3	0,0	0,0	0,0	15,0	0,0
Diminution du revenu salarial	3,5	7,1	0,0	8,3	0,0	0,0	8,3
Autres raisons liées à la crise	18,6	35,7	0,0	8,3	25,0	30,0	8,3
Autres raisons non liées à la crise	4,7	7,1	6,3	0,0	0,0	10,0	0,0

A Toliara, 30% des Communes ont fait aussi état de facteurs liés à la crise autres que ceux mentionnés dans le questionnaire. Il en est de même pour le quart des Communes de Mahajanga. Ces faits

rappellent que la crise a entraîné de multiples bouleversements qu'il n'est pas toujours possible de répertorier.

b. Les focus groups estiment qu'une personne moyenne a vu son revenu diminuer de 20% en novembre 2002 par rapport à novembre 2001.

La perception des focus groups en ce qui concerne l'évolution des revenus respectifs des personnes riches, moyennes et pauvres est exposée dans le graphique 2. Au niveau national, le revenu moyen d'une personne pauvre s'est détérioré de 33%, une personne moyenne se retrouve avec 20% de moins qu'en novembre 2001, alors que les personnes riches ont gagné en moyenne 9% de plus. Les provinces où les revenus des personnes moyennes ont le plus baissé sont Antsiranana et Toliara. Ils s'y retrouvent respectivement à 28 et 27% de moins que leur niveau de l'année dernière. C'est à Toamasina que le revenu d'une personne moyenne s'est le moins détérioré (-10%).

c. La crise a engendré des gagnants et des perdants puisque les inégalités se sont creusées entre les riches et les pauvres. C'est surtout le cas dans les provinces de Fianarantsoa et Mahajanga.

C'est dans la province d'Antananarivo que ceux-ci ont le plus souffert en perdant 42% de leurs revenus en moyenne. Cependant, les plus fortes augmentations d'inégalités se trouvent dans les Communes de Fianarantsoa et de Mahajanga où l'écart entre l'augmentation du revenu moyen des riches et la diminution du revenu moyen des pauvres est de 65 points de pourcentage. Comme expliqué dans la section sur les stratégies, les pauvres ont dû souvent vendre des biens à la suite de la crise ou se sont endettés, ce qui a entraîné une plus grande paupérisation de cette couche de la population. D'après la dernière étude sur la pauvreté, la province de Fianarantsoa est la plus pauvre de toutes les provinces de Madagascar (INSTAT, 2002). Or, plusieurs analyses ont montré qu'un niveau élevé d'inégalité ralentit le processus de réduction de la pauvreté. Par conséquent, la situation actuelle est des plus inquiétantes.

d. Grâce aux mesures préconisées par le gouvernement, la diminution des revenus moyens ne s'est pas traduite par une incapacité des populations rurales à payer les frais de santé et d'éducation.

Les effets de la crise sur les secteurs sociaux ont été contrecarrés par les nouvelles mesures de suppression du recouvrement des coûts annoncées par le gouvernement de Ravalomanana afin d'assurer un maintien du taux d'utilisation des services sociaux. C'est un phénomène qui peut se remarquer dans toutes les provinces malgré l'existence encore d'une minorité de Communes où

on a rapporté la fermeture de centres de santé ou encore une augmentation des frais. Ce dernier fait illustre les défaillances de communication entre le gouvernement central et les populations locales.

3. Perception de l'évolution du taux de mortalité infantile

Au niveau national, par rapport à novembre 2001, d'après les focus groups, la tendance générale du taux de mortalité infantile est au maintien. Il y a aussi une amélioration dans presque un tiers des Communes.

Le taux de mortalité infantile est perçu comme étant resté le même dans 63% des Communes et s'est amélioré dans 28% d'entre elles (graphique 3). 55% de celles qui ont connu un changement positif affirment que c'est dû à une diminution des frais de santé alors que 20% d'entre elles mettent cela sur le compte de l'ouverture d'un centre de santé. On retrouve les mêmes tendances dans la plupart des provinces.

4. Sécurité alimentaire

a. Selon les focus groups, il y a eu une légère augmentation de la prévalence de l'insécurité alimentaire chronique entre novembre 2002 et novembre 2001.

En novembre 2002, la proportion de ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire chronique était à 2 points de pourcentage de plus que l'année dernière (graphique 4). C'est dans la province de Fianarantsoa qu'elle a le plus augmenté, puisqu'elle y est à 4 points de pourcentage de plus qu'en novembre 2001. Pendant la crise, certains ménages ont vendu plus de riz que les autres années afin de pouvoir faire face à l'augmentation de prix des PPN. Quelques mois après, ces stratégies ont mis cette catégorie de la population dans une situation plus précaire.

b. Ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire saisonnière représentent 1 point de pourcentage de plus qu'en novembre 2001, mais la période de soudure est plus longue cette année.

Selon la perception des focus groups, au niveau national, il y a 1% de plus de personnes qui sont victimes d'insécurité alimentaire saisonnière qu'en 2001. Cependant, les focus groups affirment que cette année, la période de soudure est 1 mois plus long que l'année dernière. Indépendamment des valeurs absolues, c'est dans la province de Mahajanga que l'on a constaté la plus forte augmentation de la prévalence de l'insécurité alimentaire saisonnière avec 3 points de plus (graphique 5). Elle est suivie de près par les provinces d'Antsiranana et de Toamasina.

c. La proportion de ceux qui n'ont aucun problème pour manger a diminué de 3 points de pourcentage.

Ce phénomène révèle une plus grande vulnérabilité de la couche moyenne de la population. Ces résultats sont confirmés par l'analyse de la question alimentaire sur la proportion de la population qui peut se permettre de manger régulièrement de la viande. Ce critère sert d'indicateur de richesse. Les résultats montrent que cette catégorie de la population était encore à 2 points de pourcentage de moins qu'au mois de novembre 2001, renforçant donc le constat de non-retour à la situation d'avant la crise.

Conclusion

Les données de novembre 2002 ont montré que cinq mois après la fin de la crise politique, les populations rurales se retrouvent en bonne voie pour résoudre la crise économique mais n'ont pas encore atteint le même niveau de vie que de l'an passé. Les points principaux sont les suivants:

1. Il est estimé que le revenu moyen a baissé de 20%. En plus, il semble que les pauvres aient souffert beaucoup plus que les couches moyennes et les riches.
2. Malgré le climat de marasme économique, les services sociaux sont devenus plus accessibles grâce à la politique de suppression des coûts du gouvernement, mais des exceptions subsistent.
3. Il y a eu une légère augmentation de la prévalence de l'insécurité alimentaire chronique et saisonnière.

Références

INSTAT, 2002. Etat de la pauvreté en 2001

ⁱ Ce programme est financé par l'USAID, Projet "Analyse Economique Améliorée pour la Prise de Décision à Madagascar", Cornell University, Cooperative Agreement No. 687-00-00-00093-00. Ce policy brief a intégré l'étude sur "La crise politique : impacts économiques et sociaux et implications sur les politiques". Cette note a été préparée par Milaso Cherel-Robson (SICIAV-FAO) et Bart Minten (Programme Ilo).